

Mardi 02 Août 2022



La loi relative à l'investissement publiée au Journal officiel

La loi relative à l'investissement, adoptée le 27 juin dernier par l'Assemblée populaire nationale (APN), puis le 13 juillet par le Conseil de la Nation, a été publiée au Journal officiel (N50). Il s'agit de la loi n 22-18, relative à l'investissement, signée le 24 juillet dernier par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



ANADE : accord sur les nouvelles procédures relatives à la mainlevée sur le matériel hypothéqué

Un accord a été conclu concernant les procédures légales régissant la mainlevée sur le matériel hypothéqué dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), a annoncé, lundi dans un communiqué, le ministère délégué chargé de la Micro-entreprise.

L'annonce a été faite lors d'une réunion de travail présidée par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, avec les directeurs généraux des banques publiques, des représentants du ministère des Finances, le secrétaire général de la Chambre nationale des notaires, les représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), en présence du directeur général par intérim de l'ANADE et des cadres du ministère et du Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR), note la même source.

Les procédures légales régissant la mainlevée sur le matériel hypothéqué dans le cadre du dispositif de l'ANADE ont été discutées durant cette rencontre, afin de permettre aux propriétaires des micro-entreprises de disposer du matériel et partant, relancer leurs projets ou changer la nature de leurs activités économiques, selon le communiqué.

Il a été convenu de mettre en place une procédure légale avec la Chambre nationale des notaires en mandatant ces derniers à travers tout le territoire national de superviser l'opération de vente du matériel hypothéqué et établir des actes de vente. Les banques publiques doivent, pour leur part, remettre le certificat de mainlevée sur le matériel dès le paiement des créances par les propriétaires.

Pour faciliter les financements accordés aux porteurs de projets suivant la formule de financement collectif, tous les éléments liés à cette nouvelle formule ont été examinés afin de permettre aux porteurs de projets de se constituer en groupes pour concrétiser les projets d'investissement dont la valeur dépasse 10 millions de DA, a-t-on souligné de même source.



Alors que la rentrée s'annonce déjà chaude, pause estivale pour le gouvernement

Cette semaine sonne le début des vacances pour les membres du gouvernement. Les ministres auront droit à une pause estivale de dix à quinze jours en fonction des ministères. D'autres départements doivent patienter encore un peu, le temps que certains travaux en cours soient bouclés.



Loi de finances complémentaire 2022 : Nouvelles mesures en série

Poursuite des opérations d'acquisition des logements sociaux par les citoyens, importation et vente de sucre exonérées de droits de douane et de TVA, importation de marchandises par les particuliers via internet encouragée, professions libérales de nouveau éligibles à l'IFU, obligation pour les agriculteurs de céder à l'OAIC l'intégralité de leur récolte de blé et d'orge, autorisation d'importation d'avions ou de navires d'occasion, titrisation des dettes des entreprises, telles sont les dispositions parmi les plus importantes contenues dans le texte.



Pr. Guendouzi, économiste, à propos de l'adhésion de l'Algérie au groupe BRICS : « Mobiliser tous les atouts pour se hisser vers de nouveaux objectifs »

Le Président Tebboune vient d'affirmer que l'adhésion au Groupe BRICS est «envisageable, mais n'anticipons pas», et précise que la démarche est tributaire de conditions économiques que «l'Algérie satisfait en grande partie». Joint par la Patrie news, Pr. Brahim Guendouzi, économiste, affirme, tout de go, que «la volonté exprimée par l'Algérie de rejoindre les BRIC'S n'est pas à proprement parler une surprise car les liens économiques et politiques qui la lient à chacun des pays pris individuellement, sont anciens et sont imprégnés de confiance, de respect et de solidarité ».



Echos citoyens très favorables après les dernières mesures sociales de Tebboune Le Président qui parle aux cœurs

Une nation qui aspire à régenter la paix dans sa région, se doit d'être un havre de paix, de sécurité et de sérénité pour ses citoyens. L'Algérie ambitionne un statut de puissance régionale, une adhésion aux Brics, un rôle de faiseur de paix dans la région et dans le monde.



Hausse des salaires et de l'allocation chômage : La dignité de l'Algérien avant tout!

Cette décision consistant à augmenter les salaires et l'allocation chômage est justifiée par le président Tebboune qui a expliqué que « les capacités dont dispose l'Algérie lui permettent de récupérer, à moyen terme, la valeur du dinar », a-t-il mentionné.



Libye, Mali, Tunisie et adhésion aux Brics : Le poids stratégique de l'Algérie

L'Algérie veut faire valoir son poids géostratégique, économique et géopolitique grandissant et c'est de bonne guerre. Le rôle, de plus en plus, grandissant de l'Algérie à l'échelle continentale et régionale laisse présager l'accession à une place prépondérante au sein du concert des nations. En fait, l'Algérie voit grand et elle n'a pas tort. Les dernières déclarations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la rencontre périodique avec des représentants de la presse nationale abondent dans ce sens. Le chef de l'Etat a annoncé des «surprises», en évoquant une éventuelle adhésion de l'Algérie au sein du groupe des Brics.



<u>Éradication de la bureaucratie au centre des préoccupations de l'État : Comment couper la tête de l'hydre</u>

«Des décisions sont examinées par le gouvernement et approuvées en Conseil des ministres, mais leur mise en œuvre sur le terrain est entravée.» Réaffirmant avec ferveur, la détermination de l'État à assainir l'administration du fléau de la bureaucratie et de la corruption, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dénonce l'existence d'une gestion parallèle.



Grand Angle: Trajectoire

Des questions importantes de politique intérieure et de relations extérieures ont été abordées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue avec la presse. Aussi bien la quête d'assurer la dignité aux citoyens que la nécessité de la lutte contre les poches de résistance à travers les efforts tendant à éradiquer le phénomène de la corruption et le fléau de la bureaucratie sont des chantiers à accélérer car ils représentent des moments de bascule dans l'histoire de l'Algérie. Ces thèses deviendront des vérités palpables et les prémisses de leur mise en œuvre sont déjà visibles.



صدور القانون في الجريدة الرسمية أوّل خطوة: 7 ملفات مُستعجلة على طاولة الحكومة لجذب الاستثمار

صدر قانون الاستثمار الجديد في الجريدة الرسمية، منهيا حالة جمود دامت 3 سنوات، ترجمتها إحصائيات تغيد بتسجيل صفر استثمار أجنبي في الجزائر منذ سنة 2019.ويأتي ذلك، بالموازاة مع إحصائيات كشف عنها المجلس الوطني للتشاور من أجل تطوير المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، تغيد بتواجد أزيد من 1200 مشروع أجنبي، يترقب الضوء الأخضر من طرف السلطات، بعد ركنها على الرف خلال السنوات الماضية، بسبب عدم جاهزية النصوص التشريعية الجديدة المؤطرة لفعل الاستثمار في الجزائر وقتها.



إعفاءات من الجمارك والضرائب. وعقوبات على من يعرقل المستثمرين

صدر في العدد الأخير من الجريدة الرسمية، قانون الاستثمار الجديد، متضمنا جملة من الإجراءات المسهّلة لإنجاز المشاريع الاقتصادية بشتى أنواعها، الإنتاجية منها والخدمية، إلى جانب تقديم تحفيزات جبائية وضمانات للمستثمرين، من شأنها إزالة كل المخاوف التي تعتري المستثمرين الراغبين في إنجاز استثمارات كبيرة كانت أوصغيرة.



"المساء" تنشر المحاور الكبرى لمشروع قانون المالية التكميلى: لا ضرائب وإجراءات استثنائية لحماية القدرة الشرائية

🗆 السكنات الاجتماعية والأمن الغذائي واستقطاب أموال السوق الموازية ضمن التدابير

حمل مشروع قانون المالية التكميلي الذي صادق عليه مجلس الوزراء في اجتماعه الأخير، عدة تدابير وإجراءات لتسهيل معيشة المواطن وتعزيز التدابير الداعمة للاستثمار والمنتوج الوطني، فيما جاء خال من أي رسم أو ضريبة جديدة تمس جيوب الجزائريين أو تؤثر تأثيرا مباشرا أو غير مباشر على القدرة الشرائية للمواطن.

